

Numéro 22 - 2 juin 2018

Le 60e anniversaire du NORAD

Démanteler le NORAD est plus urgent que jamais



Cette année marque le 60e anniversaire de l'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) signé le 12 mai 1958. C'est par cet accord, avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) fondée en 1948, que les forces armées canadiennes sont intégrées à celles des États-Unis et placées sous commandement américain.

L'adhésion du Canada à l'OTAN et au NORAD a entraîné le Canada dans les guerres d'agression des États-Unis contre la volonté des Canadiens et l'exigence que le Canada accepte en sol canadien le déploiement et les essais de missiles américains, y compris des missiles nucléaires. Les Canadiens s'opposent largement à l'OTAN et au NORAD et exigent que le Canada se retire de ces pactes agressifs et leur démantèlement. Ces traités sont incompatibles avec les aspirations du peuple à une conception moderne et humaine de la sécurité fondée sur la défense des droits de tous, à une politique étrangère indépendante fondée sur faire du Canada une zone de paix et sur l'édification nationale moderne. L'intégration du Canada à la Forteresse Amérique du Nord au service des objectifs de guerre des oligopoles impliqués dans la production de guerre est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été.

La lutte de ces oligopoles pour établir leur domination sur les ressources énergétiques et les autres ressources mondiales et les zones d'influence stratégiques augmente chaque jour la menace d'une guerre mondiale cataclysmique.

C'est cette question que le gouvernement du Canada a ignorée lors de ses célébrations du 60e anniversaire de la création du NORAD. Malgré le fait que, par l'entremise du NORAD, le

commandant en chef des États-Unis soit effectivement le commandant des forces armées canadiennes, le premier ministre Trudeau a qualifié le NORAD de « commandement militaire binational unique ». Il a qualifié le NORAD de « symbole constant du partenariat important qui unit le Canada et les États-Unis, une relation essentielle à nos deux pays. Ils ont décidé de se confier la défense et la sécurité de leurs pays et de leurs citoyens », a-t-il déclaré. « La clé du succès du NORAD réside dans sa capacité à évoluer et à relever les nouveaux défis ainsi qu'à saisir les nouvelles opportunités. Nous pouvons être certains qu'il continuera de s'adapter aux besoins qui se présenteront à l'avenir. »

Ces besoins sont révélés par l'histoire de l'implication du Canada dans le NORAD, qui montre que tous les changements qui ont eu lieu au cours des 60 dernières années visaient à établir un contrôle plus complet des États-Unis sur les forces armées canadiennes, à déployer des armes de destruction massive en sol canadien et, plus récemment, à poster de forces spéciales américaines sur le territoire canadien et à militariser la culture pour déformer les objectifs de la guerre et ce qui constitue l'intérêt national.

Le contexte

Les premières mesures vers l'intégration des forces armées du Canada et des États-Unis sous le commandement des États-Unis ont été prises pendant la Deuxième Guerre mondiale avec la signature des accords d'Ogdensburg et de Hyde Park sur la défense et la coopération conjointes. Dans le cadre des mesures antisoviétiques, des militaires américains ont été déployés au Canada pour mettre en place un réseau de stations radar dans le nord. À peine la guerre terminée, les États-Unis ont déclenché la soi-disant guerre froide pour provoquer la contre-révolution en Union soviétique et endiguer le communisme dans le monde entier. En 1946, le Comité de coopération militaire a été formé pour formuler les « plans de défense conjoints » du Canada avec les États-Unis. La même année, les États-Unis et le Canada ont convenu d'établir une « défense aérienne conjointe ». En 1948, le Canada a adhéré à l'alliance militaire de l'OTAN dominée par l'impérialisme américain.

Dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, et surtout dans les années 1950 et 1960, l'impérialisme américain, sorti de la guerre considérablement renforcé, a pris rapidement de l'expansion à l'échelle mondiale. Le capital financier américain a inondé le Canada et est parvenu à dominer les secteurs clés de l'économie canadienne et à exercer une domination multiforme sur les sphères politique, militaire, sociale et culturelle.

De 1958, année de la création du NORAD, à 2006, l'accord a été renouvelé tous les cinq ans. Lors de la visite de Ronald Reagan à Ottawa en 1981, le nom de « Commandement de la défense aérienne » a été changé pour « Commandement de la défense aérospatiale » afin de tenir compte des « responsabilités élargies de surveillance et d'alerte antimissile » de l'alliance. En 2006, sous l'ère Harper, l'accord du NORAD a été rendu permanent, sous réserve d'un examen tous les quatre ans ou « à la demande de l'une ou l'autre partie ». La mission du NORAD a également été étendue afin d'y inclure une fonction d'alerte maritime, mais il est affirmé que les forces navales des deux pays conservent des commandements distincts.

Les responsabilités déclarées du NORAD sont de donner l'alerte en cas d'attaque aérospatiale lancée contre l'Amérique du Nord et de diriger les opérations de défense aérienne du Canada et des États-Unis. En fait, comme pour l'OTAN, l'adhésion du Canada au NORAD a entraîné le Canada dans les guerres d'agression américaines et le Canada subit la pression des demandes répétées des États-Unis pour que le Canada accepte le déploiement des armes de destruction massive des États-Unis sur son territoire.

Le NORAD est également un instrument de la stratégie militaire nucléaire des États-Unis. C'est dans le cadre du NORAD que se déroulent les exercices militaires américains comme ceux de la

série « Global Shield » au cours desquels des bombardiers B-52 équipés d'armes nucléaires survolent le Canada. Dans le cadre du NORAD, les militaires américains participent régulièrement à des exercices militaires au Canada dans des endroits comme les champs de tir aérien de Cold Lake en Alberta et dans l'Arctique.

Le traité NORAD prévoit un système de direction unifiée des opérations de « défense » de l'Amérique du Nord. Le NORAD a son quartier général à Colorado Springs, au Colorado, avec un commandant des États-Unis, un commandant suppléant canadien et un personnel provenant des forces armées des États-Unis et des forces armées du Canada. La direction unifiée relève des autorités supérieures de la défense du Pentagone et du quartier général de la Défense nationale et est sous le commandement d'un général américain.

La base des Forces canadiennes North Bay, en Ontario, est le centre des opérations du NORAD au Canada, sous le commandement de la Région canadienne du NORAD de Winnipeg. Des militaires américains appartenant au Detachment 2, First Air Force de la US Air Force (USAF) oeuvrent au centre des opérations aériennes de North Bay.

En vertu de l'accord du NORAD, les impérialistes américains ont construit le « réseau d'alerte avancée (réseau DEW) », une chaîne de stations radar dans le nord, ainsi que la ligne « Pine Tree », plus au sud, démantelée depuis.

La domination des États-Unis sur le Canada dans le domaine militaire par l'entremise du NORAD a été illustrée très concrètement à plusieurs reprises. Lorsque les États-Unis ont décrété illégalement le blocus de Cuba en octobre 1962, John F. Kennedy a exigé que les forces canadiennes soient mises en état d'alerte. Le premier ministre canadien, John Diefenbaker, a insisté pour consulter le Cabinet, mais le personnel canadien du NORAD a été mis en état d'alerte avant que l'autorisation du Cabinet ne soit donnée. Au cours de la guerre d'agression israélienne de 1973, le commandant américain du NORAD a mis les forces canadiennes en état d'alerte sans même avertir le ministre de la Défense du Canada.

L'opposition au déploiement des missiles Bomarc en sol canadien



Une manifestation sur la rue Sparks à Ottawa, vers 1963, pour s'opposer à l'accord du gouvernement libéral de Pearson visant à autoriser les missiles nucléaires américains en sol canadien.

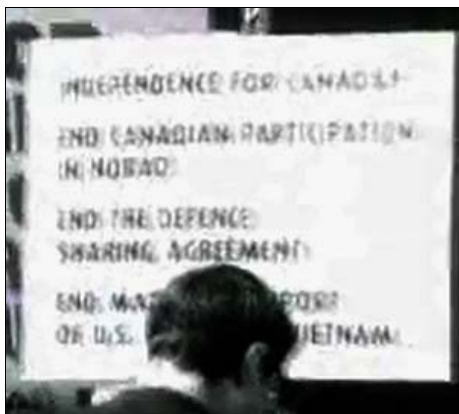
L'une des premières décisions découlant de l'accord du NORAD a été le déploiement des missiles antiaériens Bomarc à la base de North Bay, en Ontario, et à La Macaza, au Québec, sous la haute direction du commandant en chef américain. Le premier ministre John Diefenbaker a conclu l'entente sous la pression des États-Unis, mais il était contre l'armement des missiles avec des ogives nucléaires, car ce n'était pas conforme à la politique du Canada de ne pas participer

directement à la course aux armements nucléaires. Les États-Unis ont exercé une grande pression sur le Canada, affirmant que les missiles Bomarc armés d'ogives nucléaires étaient essentiels au système de « défense » nord-américain. Il y avait une large opposition parmi les Canadiens aux armes nucléaires en sol canadien et des rassemblements et des manifestations ont eu lieu partout au pays. Le chef de l'opposition, Lester B. Pearson, a fait volte-face et a déclaré qu'il était maintenant en faveur du déploiement des armes nucléaires au Canada. Les États-Unis ont alors commencé à travailler ouvertement pour influencer l'élection et provoquer la défaite de Diefenbaker. En janvier 1963, le commandant suprême de l'OTAN, à la veille de sa retraite, a donné une conférence de presse à Ottawa au cours de laquelle il accusait le Canada de ne pas respecter ses engagements envers le NORAD. Le Département d'État américain a publié un communiqué de presse disant que le gouvernement canadien « n'a proposé aucune solution pratique pour contribuer efficacement à la défense nord-américaine ». L'ambassadeur des États-Unis a donné des notes à la presse, et Kennedy a envoyé des conseillers pour aider Pearson et les libéraux à gagner les élections. Les libéraux ont formé un gouvernement minoritaire et ont accepté rapidement le déploiement des ogives nucléaires.



Les manifestants tiennent un sit-in à l'entrée de la base de missiles Bomarc, à La Macaza, Québec, le 9 septembre 1964.

En 1969, le gouvernement libéral du premier ministre Pierre-Elliott Trudeau, annonce que le Canada retire à ses forces armées leur capacité nucléaire et dès 1971, les missiles Bomarc sont abandonnés.



Manifestation à Toronto contre le renouvellement de l'accord du NORAD par le Canada, 1968.

Les Canadiens disent Non ! aux essais de missiles de croisière



Manifestation à Toronto contre les essais de missiles de croisière au Canada, 1983

En 1982, les Canadiens ont découvert que le gouvernement négociait en catimini un accord avec les États-Unis pour des essais de missiles de croisière au Canada. Les missiles de croisière sont considérés comme une arme de première frappe et peuvent être armés d'ogives conventionnelles ou nucléaires et lancés du sol, de la mer ou de l'air. La raison pour laquelle les États-Unis ont choisi le Canada était qu'ils voulaient tenir les essais du missile dans des régions semblables aux régions septentrionales de l'Union soviétique, ce qui indique clairement que les États-Unis envisageaient d'utiliser le missile pour lancer des frappes « préventives ». Le gouvernement canadien a également soutenu que des essais étaient nécessaires pour permettre au NORAD d'acquérir une capacité antimissile. Les États-Unis ont par la suite utilisé des missiles de croisière pendant la première guerre du Golfe.



Manifestation contre les essais de missiles de croisière et l'adhésion du Canada à l'OTAN et au NORAD, lors d'une conférence sur la sécurité à l'Université de Guelph, à laquelle le premier ministre Trudeau a assisté le 28 octobre 1983

La participation du Canada à la guerre du Golfe et à la guerre en Irak



Manifestation à Halifax contre la première guerre du Golfe et la participation du Canada à cette guerre sous le gouvernement conservateur de Mulroney, en 1991.

La guerre du Golfe et la guerre en Irak ont brutalement mis en évidence que l'adhésion à l'OTAN et au NORAD porte atteinte à la souveraineté canadienne et au droit des Canadiens de décider de la politique étrangère et de la politique défense. Plus de 4 000 membres des Forces armées canadiennes ont servi dans la région du golfe en 1990-1991 dans le cadre de la « coalition des volontaires » des États-Unis. Le Canada a participé au blocus de l'Irak, qui a été responsable de la mort de plus de 500 000 enfants irakiens.

Les systèmes du NORAD ont fourni un soutien en matière de surveillance et de communication pendant la guerre de 1991 en Irak ainsi que pendant l'invasion de l'Irak en 2003. Anciens Combattants Canada indique sur son site Web que : « À partir des bases canadiennes 'Canada Dry', situées au Qatar, des escadrons de chasseurs à réaction CF-18, avec à leur bord environ 500 militaires, exécutaient des missions de surveillance aérienne, d'escorte et de reconnaissance au combat. Pour la première fois depuis la guerre de Corée, les Forces canadiennes se sont engagées dans des opérations de combat air-sol lors d'un conflit. »

Les Canadiens ont exprimé massivement leur opposition à la guerre en Irak de 2003 et, officiellement, le gouvernement Chrétien ne s'est pas joint à la « coalition des volontaires » parce qu'elle n'avait pas la sanction du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela a ramené au premier plan la question que l'adhésion à l'OTAN et au NORAD signifiait que le Canada était entraîné dans des guerres d'agression américaines sans le consentement des Canadiens, sans même qu'ils en soient informés. Même le Parlement n'a pas un mot à dire sur les questions de guerre et de paix qui sont des questions de prérogative du pouvoir exécutif. En réalité, le Canada a participé à la guerre en Irak : des pilotes de la Force aérienne du Canada déployés par le NORAD ont effectué des missions de combat à bord des E-3 Sentry de l'US Air Force et des officiers d'échange ont combattu dans des unités américaines. Des pilotes canadiens ont également piloté des Boeing C-17 en Irak pour « former et entraîner » les équipages canadiens.



Manifestation contre la deuxième guerre en Irak, à Windsor, le 25 octobre 2003

L'intégration militaire après le 11 septembre

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, le 21 novembre 2001, le ministre de la Défense du Canada, Art Eggleton, a participé à une rencontre avec le secrétaire à la Défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, au cours de laquelle le Canada a accepté d'entamer des pourparlers sur le « niveau d'intégration militaire le plus large possible » entre les États-Unis et le Canada. Les Canadiens n'ont pas été informés que le Canada participait à ces rencontres qui établissaient des précédents, alors que se produisaient des transformations fondamentales. Traditionnellement, l'armée américaine n'était pas utilisée à des fins de sécurité intérieure, mais cela a changé après le 11 septembre 2001. Le *National Post* a indiqué que l'examen entrepris portait sur « les plus de 80 accords ayant valeur de traité en matière de défense et plus de 250 protocoles d'entente qui régissent à l'heure actuelle les relations de sécurité entre le Canada et les États-Unis ». Le journal a également rapporté que « M. Eggleton avait laissé entendre que le Canada et les États-Unis envisageaient la pleine intégration de bataillons de l'armée ou de groupes opérationnels. »

L'année suivante, le département de la Défense des États-Unis a annoncé son plan de commandement unifié (PCU) de 2002. Le PCU a établi une zone militaire du Commandement Nord à qui était confié la responsabilité du commandement des forces interarmées pour la « défense du territoire ». Sa zone d'opérations est les États-Unis, le Canada, le Mexique, certaines parties des Caraïbes, y compris Cuba et Porto Rico, ainsi que les eaux périphériques dans les océans Atlantique et Pacifique.

Le NORTHCOM rassemble le NORAD et la Force opérationnelle interarmées pour le soutien civil qui relève actuellement du Commandement des forces interarmées, responsable devant les autorités civiles des événements chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et d'explosifs conventionnels majeurs.

Le fait que le NORTHCOM réunissait le NORAD et la sécurité intérieure des États-Unis a eu des conséquences immédiates pour les forces armées canadiennes. Le fait que le quartier général du NORTHCOM et celui du NORAD sont tous les deux à la base de Cheyenne Mountain, au Colorado, et qu'ils ont le même général américain a de profondes implications pour la souveraineté du Canada et le contrôle de ses forces armées. Malgré cela, le ministre de la Défense Eggleton a prétendu que NORTHCOM « n'est qu'une structure interne de l'armée américaine »

L'amendement à l'accord du NORAD de 2004



En 2004, le gouvernement canadien a annoncé qu'il avait amendé l'accord du NORAD avec les États-Unis. Cet amendement permet au NORAD de rendre sa fonction d'alerte antimissile disponible pour les commandements américains chargés de la défense antimissile balistique. Le gouvernement a déclaré que l'amendement « sauvegarde et soutient le NORAD indépendamment de la décision qui sera éventuellement prise par le gouvernement du Canada sur la défense antimissile balistique. » Dans son communiqué, le gouvernement a déclaré que : « Depuis près d'un demi-siècle, le NORAD a évolué et s'est adapté aux nouvelles menaces. »

Les Canadiens ont tenu des manifestations partout au Canada contre le bouclier antimissile américain, connu sous le nom de « guerre des étoiles ». Leurs actions ont montré une fois de plus le niveau d'inquiétude que suscitent les négociations tenues à huis clos qui ont des conséquences si graves pour la guerre et la paix. Des gens de tous les milieux, y compris des travailleurs et leurs syndicats, ainsi que des jeunes et des étudiants, ont exprimé leur opposition et la revendication des Canadiens d'exercer un contrôle souverain sur leur pays et sa politique étrangère. Les gens ont souligné que loin d'assurer la sécurité du Canada, le « bouclier antimissile » mènerait à une escalade de la course aux armements et menacerait donc la sécurité des Canadiens en intensifiant les préparatifs de guerre. « Nous avons dit non à la guerre de Bush contre l'Irak et nous voulons que vous disiez non à la guerre des étoiles de Bush », ont déclaré les Canadiens au gouvernement.

Dans la lutte contre le bouclier antimissile, les Canadiens ont appris l'existence d'initiatives comme le Plan d'action sur la frontière intelligente, les amendements à l'accord du NORAD et la réorganisation des forces armées canadiennes que le gouvernement mettait en oeuvre pour intégrer le Canada aux États-Unis sous prétexte que le Canada doit être un « digne partenaire ». La véritable nature de la « défense antimissile » en tant qu'outil d'agression et de frappe préventive est également devenue plus claire.

Une intégration plus poussée sous Stephen Harper

Durant l'ère Harper, de 2006 à 2015, de nouvelles mesures ont été prises pour rendre permanent le déploiement de l'armée et des organismes de sécurité américains en sol canadien, ainsi que pour intégrer le commandement de l'armée canadienne à celui des États-Unis. Ces mesures comprenaient l'intégration de l'armée canadienne à de soi-disant agences civiles qui relèvent des

structures de commandement conjointes. Ces mesures ont été et continuent d'être mises en place au nom de la « sécurité », y compris des mesures pour que l'armée assure la sécurité et l'économie de l'Amérique du Nord.



Manifestation à Calgary contre l'intégration du Canada aux États-Unis par l'entremise du Partenariat pour la sécurité et la prospérité, le 19 août 2007

Un document intitulé « Cadre de coopération militaire renforcée entre le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, le Commandement du Nord des États-Unis et le Commandement Canada » a été publié le 25 novembre 2010. Le document traite des problèmes qui doivent être résolus pour mettre complètement les forces canadiennes sous le NORTHCOM par l'entremise du NORAD. Le document a été préparé par le général américain Victor Rencart, commandant du NORAD et du NORTHCOM, et le vice-amiral Bruce Donaldson, commandant du Commandement Canada.

Le document expose l'étendue de l'infiltration des forces armées canadiennes par l'armée américaine au plus haut niveau de commandement, non seulement en plaçant des officiers militaires américains au Canada, mais aussi en intégrant des commandants militaires canadiens dans l'appareil militaire américain.

Partant de la définition de la sécurité contenue dans ce document, il est expliqué comment les forces militaires canadiennes et américaines doivent travailler plus étroitement afin de « sécuriser » la « patrie nord-américaine ». La « sécurité » est définie comme « l'utilisation de l'armée à la demande des autorités civiles à l'appui de la sécurité publique, des urgences intérieures, de l'application de la loi et d'autres activités. »

Conformément à cette définition, le document-cadre décrit comment des événements comme le sommet du G8 de juin 2010, les Jeux olympiques de Vancouver et les sommets des dirigeants nord-américains étaient utilisés pour élaborer un commandement militaire unifié « homogène ». Cette « homogénéité » est assurée par les lois et des règlements principalement au Canada dans des domaines comme le partage d'information, la « surveillance civile » et la structure militaire que les États-Unis veulent modifier, supprimer ou introduire.

Dans le chapitre Opérations, le document-cadre explique les problèmes qui ont surgi lors de grands événements politiques au Canada. Il est proposé que l'option privilégiée à l'avenir soit un commandement unique, probablement du NORAD, c'est-à-dire un commandement américain, afin de surmonter les « différences dans les pouvoirs ».

Le document décrit les différences dans les structures de commandement des États-Unis et du Canada, avec l'implication que les forces armées canadiennes doivent être réorganisées pour s'aligner sur les États-Unis. Le rapport indique : « Les différences de concepts rendent difficile pour USNORTHCOM et Commandement Canada de maintenir leur rapport habituel au niveau tactique/opérationnel parce que les participants du côté américain varieront en fonction de la

situation et que les participants du côté canadien varieront selon leur emplacement. »

La politique publique d'infiltration actuelle des forces militaires américaines au Canada et l'objectif de faire en sorte que le Canada se conforme aux exigences militaires américaines sont également abordés dans ce document. Il est indiqué : « Il y a actuellement deux officiers de liaison de l'USNORTHCOM affectés au Commandement Canada, ces officiers de liaison offrent des avantages significatifs à tous les commandements. » Le rapport préconise ensuite une plus grande « interaction » entre les responsables militaires.

En 2012, le Canada a annoncé qu'un partenariat à long terme avait été établi avec le Département de la Défense des États-Unis concernant le programme de surveillance de l'espace (SSA). En vertu de l'entente, les données du satellite Sapphire du ministère de la Défense nationale du Canada sont intégrées au réseau de surveillance de l'espace des États-Unis. Le gouvernement a affirmé que le but de cette intégration était « d'éviter les collisions entre satellites ou avec des débris spatiaux ». Ce partenariat fait suite à des ententes semblables dans le cadre desquelles le Canada est intégré aux dispositifs américains de militarisation de l'espace.

Par exemple, en novembre 2011, il a été annoncé que le Canada dépensait 477 millions \$ pour se joindre au système mondial de communications par satellite à large bande (WGS) du Département de la Défense des États-Unis. Le système est conçu pour les « combattants américains, alliés et partenaires de la coalition à tous les niveaux de conflit, à part une guerre nucléaire ».

Le programme actuel du NORAD et la participation du Canada à la défense antimissile américaine

Le gouvernement de Justin Trudeau a pris un certain nombre d'initiatives en vue d'étendre le contrôle des États-Unis sur l'espace aérien et le territoire du Canada par l'entremise du NORAD et a accepté de céder le territoire canadien aux États-Unis pour qu'ils y installent leurs missiles et leurs capteurs au nom de la « protection du Canada ».

Le gouvernement a recruté Derek Burney, ancien chef de cabinet de Brian Mulroney, pour « ouvrir des portes » à Washington. Burney a affirmé que les actions du Canada le 11 septembre 2001 étaient « quelque chose de spontané et de volontaires » et que cela n'est pas suffisant.

Cependant, le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, a précisé que ce n'était pas le cas lorsqu'il a répondu à plusieurs questions détaillées à la Chambre des communes. Le NORAD a en fait « pris le contrôle » de l'espace aérien canadien le 11 septembre, a-t-il dit. Les remarques de Burney indiquent donc que le Canada, qui est déjà à 100 % sous commandement américain, doit être utilisé d'une manière que les Canadiens désapprouvent. Burney a également déclaré que le Canada devrait envisager de se joindre au système continental américain de défense antimissile et que cela constituerait un « terrain d'entente » permettant au Canada d'être « plus présent à la table ».

Soulevant la fausse affirmation que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est une menace pour le Canada, Burney a déclaré : « La Corée du Nord possède la capacité de lancer un missile aussi loin qu'en Amérique du Nord, a-t-il dit. Pourquoi ne pas au moins nous asseoir à la table et au moins explorer la possibilité de nous joindre aux Américains ; pourquoi ne pas rénover le NORAD avec quelque chose qui va nous protéger contre les menaces du XXI^e siècle de la même manière que le NORAD nous a aidés pour notre défense au XX^e siècle ? »

En 2004 et en 2005, les Canadiens ont clairement fait savoir qu'ils s'opposaient à la participation du Canada au programme américain de défense antimissile balistique, tout comme au programme de « guerre des étoiles » de Ronald Reagan. Malgré cela, les libéraux ont préparé le terrain depuis

plusieurs années pour relancer ce débat dangereux que les Canadiens considéraient comme clos en 2005. L'examen de la politique de défense du gouvernement publié en 2016 demandait si « étant donné l'évolution des technologies et des menaces changeantes », le Canada devrait revoir sa décision de ne pas participer au système de défense antimissile balistique des États-Unis. C'était un autre pas dans cette direction.

L'examen de la politique de défense a été effectué par un groupe consultatif ministériel composé de quatre personnes, dont Bill Graham, ministre de la Défense, sous le gouvernement libéral de Paul Martin. Graham était le plus grand défenseur de la défense antimissile à l'époque et a exprimé son regret que le gouvernement se soit retiré du programme de défense antimissile en 2005 sous la pression de l'opposition des Canadiens. M. Graham a déclaré à un comité sénatorial en 2014 que c'était l'opinion négative des Canadiens à l'égard de George W. Bush qui avait forcé le gouvernement à rester en dehors de ce programme.

Pendant les réunions du comité de la défense avant la publication de l'examen de la défense, les députés libéraux ont posé des questions aux militaires canadiens qui envisageaient des scénarios cauchemardesques de missiles d'origine inconnue se dirigeant vers des villes canadiennes et ont demandé ce que le Canada pouvait faire devant une telle situation. Selon les libéraux et ces experts militaires, une fois qu'un missile est identifié, la décision de l'intercepter au moyen du système de défense antimissile appartiendrait uniquement aux États-Unis.

C'est une propagande intéressée calculée pour présenter tout opposant aux préparatifs de guerre comme une menace à la sécurité nationale et aux intérêts nationaux.

Le gouvernement libéral de Trudeau a ensuite dévoilé sa nouvelle politique de défense en juin 2017. Le document intitulé « Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada » a laissé ouverte la décision de se joindre au système américain de défense antimissile balistique (BMD). Le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, a déclaré : « Notre politique ne change pas concernant le bouclier antimissile. Nous allons examiner toutes ces menaces, des airs, des mers et sous-marines. »

Au nom de la « modernisation », la politique affirmait que le Canada compte « accroître sa capacité à respecter ses engagements en vertu du NORAD en améliorant sa capacité de surveillance et de réaction dans les domaines aérospatial et maritime et en améliorant sa capacité de satellite. Nous allons également nous munir de chasseurs perfectionnés et nous assurer de demeurer interopérables avec nos alliés américains. »

Le NORAD et le programme de défense antimissile sont présentés comme étant purement destinés à la défense, niant la réalité du long passé de guerre agressive et de frappe préventive des États-Unis. Les doctrines de Bush et d'Obama affirmaient le « droit » de mener des frappes préventives et le bombardement des villes et la doctrine a été réaffirmée par Trump avec ses menaces contre la RPDC. Les frappes préventives et la destruction massive des villes ont été une caractéristique des guerres américaines depuis l'incendie de Tokyo la nuit du 9 au 10 mars 1945, qui a fait 100 000 morts parmi les civils et détruit 14 km carrés de la ville, laissant un million de personnes sans abri. Cet acte criminel a été suivi cinq mois plus tard par les bombardements nucléaires américains des villes d'Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945, qui ont fait 4 millions de morts et le massacre sans précédent de plus d'un million de Japonais puis, en 1950-53 de la destruction de 78 villes de la RPDC pendant la guerre de Corée et le massacre de quatre millions de personnes.

Sortons le Canada de toutes les alliances militaires impérialistes! Faisons du Canada une zone pour la paix!

Le 60e anniversaire du NORAD est l'occasion de tirer les conclusions qui s'imposent sur la nature

de l'alliance militaire. Le NORAD est toujours décrit comme ayant la responsabilité de la défense de l'Amérique du Nord. Le NORAD a été conçu et mis en place pendant la guerre froide, qui a pris fin depuis longtemps. Sa continuation est maintenant justifiée en prétendant que le danger vient des « États voyous ». Cependant, le NORAD, comme l'OTAN, est une alliance militaire agressive.

Depuis la création du NORAD, les Canadiens se sont opposés à toutes les étapes à l'annexion du Canada dans la Forteresse Amérique du Nord et à ce que les ressources et le territoire du Canada soient mis au service des préparatifs de guerre des impérialistes américains. L'adhésion à l'OTAN et au NORAD est incompatible avec la position des Canadiens de faire du Canada une zone de paix qui exige le retrait de toutes les alliances militaires agressives. Cette position est conforme au rôle de maintien de la paix que les Canadiens veulent que le Canada joue et ils l'ont défendue pendant les 60 années au cours desquelles le Canada a été mis sous commandement américain par l'entremise du NORAD.



Soixante ans plus tard, l'opposition entre la conception de la « sécurité » du gouvernement et celle des Canadiens est devenue très forte. Les mots d'ordre du gouvernement de « défense de l'Amérique du Nord » et « sécurité partagée » ont comme objectif d'accélérer les préparatifs de guerre et l'insécurité des peuples du monde. La prémisse qui soutient tous les appels à l'intégration complète des forces armées canadiennes à la machine de guerre américaine est que la sécurité signifie « sécuriser » la « patrie » nord-américaine pour la garder « libre et prospère », contre toute menace à la domination des oligopoles. Elle rejette toute conception de sécurité moderne et centrée sur l'humain.

Cette poussée belliciste se heurte à la conception moderne et centrée sur l'humain de la sécurité qui est intégralement liée à la défense des droits de tous, ici et à l'étranger. Les Canadiens doivent continuer de s'unir aux peuples du monde pour défendre leur indépendance, leur souveraineté et la paix.

(Archives du LML, Centre de ressources Hardial Bains, L'Encyclopédie canadienne, CBC, Globe and Mail)



Lisez Le Marxiste-Léniniste
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca